

**DES PARADIGMES ET DES MÉTHODES:  
LA CULTURE DE L'EMPRUNT EN  
ANTHROPOLOGIE DU TRAVAIL**

**JEAN COPANS**

Tout a commencé par un besoin certain de recherches empiriques. Il existe toujours un certain décalage entre le moment de prise en considération de nouvelles réalités sociales, leur maturation historique effective et la mise au point des instruments méthodologiques et théoriques de leur étude. Ce phénomène a été, paradoxalement, assez visible dans les études africanistes francophones portant sur les villes et tous les changements sociaux qu'elles représentent et symbolisent (Haeringer, 1983, Copans, 1990, Vénard, 1986). Cette redécouverte depuis une douzaine d'années s'est soldée à la fois par une relecture de l'histoire et une multiplication des recherches de terrain. Et pourtant il semble que l'on en soit toujours aux prolégomènes: quoi de plus décisif et fondamental en effet que "l'insertion en ville" ?.

C'est qu'il s'est produit entre temps plusieurs phénomènes concomitants qui ont obligé ces chercheurs, en fait tous les africanistes pour nous en tenir à l'Afrique Noire, à prolonger et à approfondir leurs analyses. Il y a d'abord l'apparition d'une nouvelle conjoncture historique que certains qualifient de crise et où les formes de travail et d'emploi, les relations réciproques entre la campagne et la ville et les

bien souvent cette expression est subordonnée à leur image professionnelle. Dans  
l'ordre du privé, non d'innovation de côté de ces ouvriers intégrés les innovations

macro-empirique correspondait en quelque sorte à des macro-concepts (et objets: la ville, la classe, le mode de production, etc.) à quoi correspond, au plan théorique, le champ micro-empirique qui nous a tous plus ou moins saisi ? Pour répondre convenablement à cette question, il convient d'abord d'examiner les méthodologies, LES FORMES CONSTRUITES sous lesquelles la réalité sociale se trouve "appréhendue" et donc pour ainsi dire prête pour la "question théorique".

Mon premier sentiment est celui d'une conversion, ou d'une illusion de conversion, à l'anthropologie. Les emprunts de méthode sont une bonne chose si on est capable d'opérer une "insertion" critique et rationnelle mais l'importation d'une méthode (souvent perçue d'ailleurs comme une "technique") n'est jamais innocente, elle comporte aussi une dimension idéologique ou philosophique plus difficile à apprécier dans la mesure où une méthode a une histoire, donc un contexte génétique et que ce dernier est ignoré, oublié ou neutralisé. Cette domination, cet aspect prêt-à-porter de l'anthropologie est une particularité des sciences sociales françaises et de leur version africaniste. Elle tient à l'importance de la géographie humaine et à ses traditions ethnologiques ou sociologiques ainsi qu'à la portion congrue de la sociologie. Cette dernière reste, malheureusement, une sociologie du développement; elle a peu subi les profondes transformations de la sociologie fondamentale des 30 dernières années (TOURAINÉ, BOURDIEU, CROZIER, BOUDON), et BALANDIER a abandonné, conceptuellement parlant, ce terrain au moment où un second souffle de sa part aurait permis de neutraliser les tendances "traditionalistes" et symbolistes de l'anthropologie française (tout comme les dogmatismes des structuralismes de LEVI-STRAUSS et des marxistes). L'anthropologie s'est donc trouvée, de par sa position et de par son importance quantitative dans les études africaines, le seul interlocuteur valable, la seule source d'inspiration, la seule discipline du "Rayon des Nouveautés". Je ne prêche absolument pas pour ma paroisse puisque dans les études africanistes anglophones c'est l'histoire sociale qui remplit ce rôle et que le résultat m'en paraît beaucoup plus satisfaisant (voir Jewsiewicki et Newbury, 1986; Jewsiewicki, 1989 ; Lonsdale,

méthodologique qui rende les liens tenus et invisibles avec ce qu'on appelait jadis les déterminations sociales bien plus solides que les grossières cordes de la dernière instance de l'économique ou la corde "grossière" de la représentation symbolique. C'est la question du sens à accorder à l'étude de cas, à l'individuation des phénomènes sociaux et à la nécessité d'en passer par là pour être plus précis, moins idéologique ou abstrait (au mauvais sens du terme évidemment!). Qu'on ne me méprenne pas: je ne juge pas de recherches qui me sont encore largement inconnues. Je m'interroge sur la dialectique perverse qui pourrait s'installer entre une exploitation empirique indispensable et inédite et les finalités de nos problématiques d'ensemble (Copans, 1991b; Villes et citadins du Tiers-Monde, 2, 1988: 43-70). Ma question de méthode sur... la méthode est en réalité une question qui relève en son fond de la nature de nos évolutions (ou non-évolutions) théoriques. Les travaux de nos équipes ayant été de l'avis général les plus théoriques du défunt département urbain de l'ORSTOM, il n'est pas question de dire là aussi qu'il n'y en aurait pas ou pas assez ? Non, plus simplement de quelle(s) théorie (s) s'agit-il ?

Il conviendrait de poursuivre d'abord notre rapide tableau disciplinaire car il nous permettra de repérer l'état actuel du paradigme théorique qui nous concerne: les points forts, les silences peuvent dessiner en creux la nature des concepts et donc des objets, et par voie de conséquence les méthodes, qui pourraient s'imposer à nous. A tout seigneur tout honneur: l'Économie politique. Le développement du sous-développement, la dépendance sont loin et la critique du fordisme menée à temps (Lipetz, 1985; Ominami, 1986). Aujourd'hui c'est l'économie politique de la crise qui prévaut et celle des Plans d'Ajustement Structurel (voir J. Coussy, 1991 et notre analyse Copans, 1989). Malgré son souci de réalisme et de science politique (voir ci-dessous) cette économie politique, de son propre aveu oublie à nouveau le social dans ses logiques propres. Disons qu'il est devenu un élément du décor. (L'ajustement à visage humain) mais c'est plus ou moins tout. L'absence, relative, des grands concepts et des macro-déterminations de cette discipline la rend encore plus abstraite et lointaine. Et au niveau de l'"analyse de la crise, l'alignement pragmatique, et en tout état de cause, méthodologique, sur le Dogme Maudslayi

s'agit de la science politique (ou du moins des travaux conduits par des politologues, ce qui n'est peut-être pas la même chose!).

L'ouvrage de R. Sandbrook, *The Politics of Basic Needs, Urban Aspects of Assaulting Poverty in Africa*, est tout à fait illustratif et prémonitoire des préoccupations qui nous animent aujourd'hui (1982). De leur côté les travaux animés par J.F. Bayart, l'équipe de la revue *POLITIQUE AFRICAINE* ont permis d'aborder enfin la politique par le bas et les fameux Modes Populaires d'Action Politique (Bayart, 1992).

Mais au plan du nombre, de la qualité, et j'oserais ajouter, de l'utilité, ce sont les travaux d'Histoire sociale qui depuis une douzaine d'années ont procuré les instruments théoriques et problématiques tout à fait indispensables. La "fabrication" des catégories sociales, ethniques; le rôle du travail et des formes concrètes de conscience sociale et religieuse; enfin une perspective bien plus sociale des politiques et des effets des politiques coloniales sont autant de thèmes dont on attend qu'ils soient aussi bien traités, paradoxe des paradoxes, pour l'Afrique tout à fait contemporaine. La géographie a réagi, semble-t-il, en ce sens et notamment en ce qui concerne les réalités rurales et paysannes mais la ville est maintenant un espace de pratiques et les géographes ont joué un rôle essentiel en "conceptualisant" l'espace, ce qui n'était pas évident au départ. Il ne reste plus qu'à s'interroger sur le rôle de l'anthropologie qui semble avoir quelque peu perdu le droit au qualificatif de social! Il faut que ce soit les historiens qui organisent des colloques sur la jeunesse (*Les jeunes au Sahel*, Laval, 1990); les politicologues qui nous parlent des formes de mobilisation religieuse, etc. Ce panorama, forcément arbitraire et sélectif, nous confirme l'importance d'une vision multipolaire, dynamique et contradictoire, moderne en un sens, des sociétés notamment urbaines de l'Afrique noire. Mais il faut refuser le repli commode de la spécificité. Au contraire il convient de suivre J.F. Bayart lorsque, il parle de la banalisation de l'État africain (Copans, 1990) et considérer ses sociétés à l'aune de la modernité en gestation (voir Copans, 1990b et 1991c et à paraître). C'est pourquoi les réflexions sur la fabrication sociale des catégories du capitalisme occidental du 19ème siècle me semblent une des sources d'inspiration et un rappel indispensable des grandes questions qui de façon comparatiste doivent rester présentes dans notre esprit et nos recherches. Il est certain qu'une comparaison intra-africaine d'abord et puis tiers-mondiste ensuite (avec l'Amérique latine et l'Asie) reste la première démarche à conduire. La relecture de l'histoire du capitalisme à laquelle nous assistons aujourd'hui doit servir de

image d'Epinal, d'origine et scientifique et idéologique, de la nature du capitalisme et de ses formes de développement national et international. La "relecture" des sociétés africaines au niveau micro est certes le fruit d'un progrès scientifique mais le rejet des "grosses" déterminations (internationales) ne doit pas nous conduire à refuser de tirer les conclusions de cette histoire et aussi celles que nous propose la sociologie des relations de travail et des formes d'emploi de la crise. En fait je pense qu'il ne peut y avoir qu'un seul espace de réflexion théorique et que nos questions renvoient à des espaces qui sont aussi internationaux (les "insertions" ou comme on le dit officiellement en France, les intégrations des travailleurs sénégalais, mariés, pères de famille et éventuellement polygames, font partie aussi des mécanismes que nous essayons de mettre à jour et d'expliquer). Il ne s'agit pas de noyer l'objet à nouveau dans un océan de déterminations sans rivages mais au contraire de penser que les cadres théoriques dont nous avons besoin sont également produits par des mécanismes similaires que l'histoire du capitalisme d'hier et la sociologie de celui d'aujourd'hui nous révèlent enfin. Nous ne sommes pas des adeptes absolus du détour (Balandier, 1985) ; mais nous pensons qu'il est impossible de ne pas pratiquer depuis le continent africain un détour conceptuel qui ne peut être que bénéfique, ne serait-ce que pour marquer l'historicité des formes du mouvement social identifiées par nos recherches.

## **QUELQUES SOURCES D'INSPIRATION**

Il n'est plus possible de séparer les économies du Nord et celles du Sud: les formes de constitution et de fonctionnement des divers capitalismes sont de plus en plus confrontées, comparées. Le télescopage des relectures sociales de l'histoire de la formation des classes laborieuses du capitalisme aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, de la recherche d'une logique aux recompositions des "marchés" du travail depuis 15 ans et l'abandon d'une théorie spécifique pour les capitalismes des périphéries ainsi que l'intérêt pour les formes non-salariales et domestiques du travail a conduit à des réflexions théoriques sur trois points fondamentaux: la place du travail non-salarié ou non-libre; les mobilisations migratoires et enfin les mécanismes de la reproduction sociale élargie. Comme l'expliquent N. Redcliff et E. Migione dans l'introduction à leur recueil collectif: "They suggest (the authors) the overlapping dimension of the practices of social reproduction in the context of economic recession of underdevelopment. Activities organized through the relations of reproduction, of kinship and community, have always existed in hidden and invisible form, though varying in time and in space. Here we are interested not only in the detection of these practices "beyond employment" but also in exploring the extent to which they

adjust, counterbalance or desintegrate under the effects of the decline or continuing structural absence of capitalist relations. It is important too that they should be seen as political options and coopted by political discourse and not simply as solutions to household survival or individual subsistence problems". Et ils notent plus loin: "By setting the issue in an international context it becomes clear that these processes are relevant not simply as an aberration from the normal workings of the capitalist system or as a result of its imperfect penetration of subsistence economics but as an intrinsic aspect of its development having different emphases at different historical moments and in different locations. We would also take issue with simplistic models of "centres" and "peripheries", looking to a more complex view of regional differentiation in which there are many lines of force and nuclei of accumulation" (1985 : 5 ; 10-11). D'autres travaux ont essayé de fournir une base théorique plus solide à ce type de perspective. Je pense notamment aux réflexions du sociologue R. Miles sur le rôle du travail non-libre dans l'histoire du développement capitaliste et de la nature des dichotomies "raciales" dans ce processus. Le chercheur se demande si cette forme de travail, qu'il étudie dans l'esclavage des Antilles, le travail des bagnards en Australie, l'apartheid sud-africain et évidemment les travailleurs immigrés en Europe ne renvoie pas au statut politique du travailleur. La liberté de la force de travail n'est pas seulement un phénomène économique mais aussi politique. Évidemment l'expression de nécessité anormale ne paraît pas très heureuse et réintroduit la fameuse articulation des modes de production. Mais en incorporant la dimension politique, le rapport à l'État, la division "ethnique" et "raciale" du travail et donc la notion de citoyenneté (voir les travaux de B. Lautier et d'autres "brésilianistes" comme A. Morice), nous pouvons nous ouvrir à des problématiques du genre de celle de M. Burawoy et ses formes politiques de production, qui concernent il est vrai plutôt l'entreprise (1985; C. Casassus Montero, 1986). Enfin il

Cette multiproduction des "classes" dans le capitalisme lui-même, au "centre" comme à la "périphérie" est donc notre nouveau fil conducteur. Toute une série de disjonctions empiriques sont en train de se produire (et de se reproduire) entre capitalisme et industrialisation, entre industrialisation et salariat, entre prolétarisation et stabilisation, entre travail salarié (diverses formes) et travail non-salarié (également diverses formes). Pour en venir à la migration, qui est le processus qui nous pose la question de "l'insertion urbaine", elle ne peut plus être considérée comme une translation, un passage, une transition entre un mode de production et un autre (voir le fameux ouvrage de P.P. Rey, 1976). La migration est inscrite au sein même des processus de la reproduction. C'est pourquoi la permanence de la prolétarisation, l'exceptionnalité de la stabilisation (urbaine, salariale) font partie de la logique historique des rapports de production, de la mise au travail et des marchés du travail (voir mon article de 1990 pour le sens à accorder à cette expression). Les migrations internationales ne sont pas différentes des migrations nationales; simplement elles manifestent encore plus clairement le rapport aux politiques; à l'État et aux modalités de contrôle et de constitution des marchés du travail.

Il faut admettre que l'opposition marquée par Marx entre soumission formelle et soumission réelle n'a plus de sens: la soumission formelle est aussi réelle que l'autre (dans son processus de "soumission" au "Capital"). L'assignation du travailleur à des groupes, à des représentations, la délinquance des soi-disant vrais marchés du travail à cause des Plans d'Ajustement Structurel confirment le jeu dialectique entre toutes les forces de travail et d'emploi et donc entre toutes les formes de travail et de non-travail comme de hors-travail. La circulation des biens et des personnes, la reproduction et de ces circulations et de ces biens et de ces personnes construisent des phénomènes en boucle qui s'enclenchent sur les mécanismes productifs proprement dits: l'accès au "marché" du travail, les modes de représentation des rapports de classe (voir les travaux de G. Heuzé sur la nature complexe du contenu de caste de ces rapports en Inde). Les logiques domestiques sont partie intégrale des capitalismes et des économies-monde (voir Braudel). Il me serait possible, parce que je l'ai fait pour des raisons pédagogiques, d'évoquer l'histoire multiséculaire des logiques de travail, de non-travail et de migrations "nationales" et "internationales" de la Sénégambie du 17<sup>e</sup> siècle au Sénégal des années 1990. Si cette histoire est possible il est alors normal de se demander, à la suite de E.P. Thompson, comment "advient" la classe. En définissant ce phénomène comme un "processus d'auto-découverte et d'auto-définition" (1988 : 771) l'historien nous invite à lire les vies de ceux qui font l'histoire. Ainsi nous pouvons réconcilier, peut-être, dynamiques capitalistes et itinéraires individuels et collectifs.



Je vais rester avec les historiens car ce sont eux, encore une fois qui me semblent avoir démontré avec le plus de rigueur les rapports entre les divers registres de l'analyse sociale tout en utilisant avec un succès indéniable des approches statistiques, individuelles, de la fabrication, contradictoire, commune et collective (ou sociale, ou culturelle, c'est selon) de la dynamique historique. Une telle approche théorique qui ne se focalise plus sur un évolutionnisme linéaire ou même multilinéaire a donc bien besoin d'une démarche anthropologique, soucieuse de nouer tous les fils cachés et secrets de la réalité et il est certain que, bien comprise, la méthode biographique peut jouer, au moins provisoirement ce rayon de lumière qui éclaire le dessous des meubles ou les coins de plafond où se nichent les toiles d'araignée.

Je me contenterai des travaux de l'historien M. Gribaudo, mais je pense aussi à ceux de Charles Van Onselen. Il faudrait citer en entier l'introduction à **Itinéraires ouvriers - Espaces et groupes sociaux à Turin au Début du XX<sup>e</sup> siècle** (1987):  
"Il semble important de ce situer au plan des mentalités et des concepts culturels

nécessaire d'analyser un groupe ouvrier dans sa quotidienneté d'en épier les attitudes et les comportements à l'intérieur des espaces familiaux et des relations. Afin de reconstituer les connexions possibles d'un espace culturel autonome, ainsi qu'une façon de vivre et d'interpréter les expériences sociales, spécifique de ce monde et pouvant en éclaircir les comportements individuels et collectifs." (Id : 41)

Mais une fois reconstituée la communauté ouvrière des quartiers, Gribaudi s'aperçoit qu'il a implicitement nié l'histoire et les perspectives de ses personnages. Car "à Turin comme dans chaque ville européenne, la deuxième industrialisation a avant tout signifié immigration et turnover". (Id : 15). Il fallait donc répondre à toutes ces questions sur les processus de migration, d'insertion, de nouvelles formes de migration (y compris le retour chez soi). En effet "La prise en compte des seuls aspects internes à la condition ouvrière induit inévitablement une sous-estimation des liens qui peuvent exister entre cette classe et les autres groupes ou milieux sociaux" (Id : 17). Le chercheur remonte alors aux origines et aux perceptions de ces stratégies depuis les milieux paysans. Le passage au quantitatif se fait dans une optique très particulière :

"En ce sens les choix et les comportements reconstitués étaient plus diversifiés, plus que je ne m'y attendais. D'abord, ils ne me paraissaient pas statiques : d'une génération à l'autre, la configuration des choix possibles évolue, on repère de nouvelles ressources, on utilise différemment les ressources traditionnelles, on cesse d'en utiliser certaines autres. L'individu paraît donc être un acteur actif qui oriente son comportement et qui contribue, de lui-même, à modifier la réalité qui l'entoure. Mais en même temps - et ceci est l'aspect le plus important pour une analyse des aspirations dont la migration est porteuse - on voit qu'il

perceptions de la même condition sociale, en divers comportements et diverses utilisations des mêmes ressources" (Id : 23). Plus l'enquête semblait devenir quantitative, plus elle mettait en lumière le micro-social. "En d'autres termes, et en posant le problème du point de vue de la condition ouvrière, cela signifiait enquêter sur les différents matériaux avec lesquels s'étaient construites les diverses expériences et physionomies ouvrières et d'éclairer ainsi les dynamiques qui en avaient permis les agrégations comme les désagrégations" (Id : 25). Puis à partir d'une histoire orale des témoins l'historien recrée la sociabilité des quartiers, le rôle de l'idéologie "socialiste" dans ce processus et les changements introduits par la consolidation du fascisme dans les années 1930.

Cette longue présentation avait pour but de montrer que l'historien a su jusqu'au bout, mais aussi dès le début, de son enquête conserver une série de "grosses" questions, de critiques et d'hypothèses qui donnent tout leur sens à ce passage du quantitatif à l'individuel, de la ville à la campagne, de la recherche de travail à la résidence, de celle-ci à l'emploi et aux stratégies individuelles mais également "collectives" qui produisent, transforment mais aussi subissent les transformations de la structure productive, urbaine, culturelle et politique. Ce jeu permanent du champ, contrechamp est si subtil que l'implication "macro" apparaît pour bien autre chose qu'une synthèse, une tendance ou une exemplification des "micro". Cet historien a engagé une nouvelle recherche sur les ouvriers de Renault dans l'Entre-Deux Guerres (1989) qui va nous montrer les changements du mode de perception de l'espace urbain et des stabilisations ouvrières: "Tandis que les générations les plus anciennes accèdent au monde ouvrier parisien à partir des concentrations ouvrières provinciales, les générations récentes viennent directement de la campagne ou de la petite-bourgeoisie parisienne. A travers ces parcours se dessine un changement majeur des rapports entre la ville et la campagne". (1989:1232).

## CONCLUSIONS

Anthropologie urbaine, anthropologie industrielle, anthropologie des travailleurs (Copans, 1988), anthropologie de l'entreprise (Copans, 1991; Journal des Anthropologues, 1991) : autant de thématiques, de sous-disciplines (?) et qui pourtant tournent autour de la même réalité. L'entreprise est le lieu de nos recherches depuis le début. Mais voilà que nous substituons une nouvelle appellation, celle d'anthropologie politique! La question n'est pas seulement formelle

et taxonomique. Car cette diversité révèle des incertitudes, des frontières indécises de construction de l'objet, des échappatoires peut-être. Il est possible de changer de terrain tout en pensant qu'on change simplement de point de vue.

En fait cette référence nous est imposée par la recomposition permanente des formes de travail et par les crises de la reproduction sociale qui s'en suivent, chômage et petits boulots, disparition de l'État-Providence au Centre et prégnance des modes domestiques et des ethnicités, Etat clientéliste aux ressources internationales conditionnelles à la Périphérie. La crise, en un sens relative (Copans, 1991), des économies politiques africaines est à la fois structurelle et conjoncturelle. Il faut donc profiter, si l'on peut dire, de l'événement pour poser les questions, donc les méthodes qui permettraient de discerner les dynamiques de reproduction et les dynamiques d'adaptation ou de survie. C'est pourquoi le repérage des contraintes micro-sociales doit nous permettre de dépasser l'exercice typologique comme celui de l'itinéraire individuel auto-illustratif. Mais nos recherches se trouvent ainsi soumises à des obstacles formidables : comment expliquer certaines des logiques de l'évolution africaine sans qu'elles apparaissent le résultat pervers d'une conjoncture critique ?

Une des solutions consiste justement à élargir la perspective historique, dans la mesure du possible, afin de produire des comparaisons dans le temps. La collaboration des historiens paraît indispensable à ce stade. La seconde consiste à produire des comparaisons dans l'espace, ce qui est l'objet de notre réunion ici-même. Mais cet espace ne peut se limiter au continent africain et c'est ce que nous allons nous efforcer de faire dans les diverses réunions de notre équipe au cours de l'année. Il s'élargit en "insérant" l'Amérique latine et l'Asie. Le dernier élément de cette panoplie est celui d'une réflexion proprement théorique à partir des travaux menés sur l'histoire des capitalismes, y compris sous leur formes les plus actuelles. Cette perspective tous azimuts est certainement très ambitieuse. Mais elle seule doit nous permettre d'éviter ce que j'ai qualifié, de façon ironique, le danger vichyste.

L'éclatement des objets, des méthodes et des théories "macro" conduisent à une vision "micro" du monde. Mais il est possible aussi à ce niveau de nous réfugier dans des objets qui vont acquérir la même fonction que ceux que nous venons d'abandonner. Le travail, la force de travail (individuelle) d'une part, l'univers domestique et "la famille" voire le genre de l'autre vont devenir de nouveaux "macro" concepts. Quant à la patrie, l'espace de l'autonomie politique, elle est sûrement le champ des nouvelles questions pratiques et appliquées qui vont nous être posées.

Bref il ne faut pas que nous nous retrouvions pris au piège d'un espace clos, bien plus petit, tout à fait visible et non plus fantasmagique. Nous sommes en train de poser les bases d'un changement de paradigme et de perceptions des sociétés africaines. "Small is beautiful" sans aucun doute. Mais cultivons pendant encore quelque temps le doute: le nouveau monde des insertions n'est qu'un jeu de pistes.

Sous la direction de  
Philippe ANTOINE et Abdoulaye Bara DIOP

# La Ville à guichets fermés ?

Itinéraires, réseaux  
et insertion  
urbaine



ORSTOM Documentation



010004562

IFAN / ORSTOM 1995